

3 novembre 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le centre de recherche en physique nucléaire localisé à Caen et sur la politique de recherche de la France, à Caen le 3 novembre 2016.

Madame la ministre,

Messieurs les ministres Thierry MANDON et Harlem DÉsir pour rester dans la suite de ce que vient de dire le président MORIN,

Messieurs les maires de Caen, d'Hérouville Saint-Clair, d'Épron,

Monsieur le président du Conseil départemental,

Je veux ici vous dire combien je suis fier d'être là, comme Président de la République, ici au GANIL. Il a été rappelé mes origines normandes. Je ne dirai pas où je suis né pour ne pas créer d'incident diplomatique, mais ce temps-là est terminé, car la réforme territoriale a fait en sorte que ce qui fut un long débat entre la Basse et la Haute, puisse être aujourd'hui un sujet d'avenir, la Normandie.

Nous avons 13 régions en France qui ont les capacités pour agir dans tous les domaines et notamment celui de la recherche. Il n'est jamais simple de faire des réformes administratives, d'organisation territoriale, de rassemblement de forces. Cela vaut pour les collectivités comme pour les organismes de recherche ou pour les universités.

Il faut à un moment disposer de la taille nécessaire si l'on veut avoir la puissance indispensable, sans pour autant couper le lien entre les citoyens et leurs représentants. Lorsque la géographie, l'histoire et la volonté politique se retrouvent, il y a la Normandie.

Nous sommes ici dans un grand laboratoire, le GANIL, l'un des plus grands laboratoires du monde. Je pense que sans comprendre tout à fait ce qu'il s'y fait c'est votre mystère, c'est votre travail, nous sentons bien qu'il y a là tout ce qui peut être l'avenir, tout ce qui peut être la découverte, tout ce qui peut être encore l'inconnu.

J'en parlais avec le directeur du GANIL qui m'expliquait que dans le noyau, seuls 10% étaient encore connus, ce qui laisse penser que nous avons encore tant à imaginer comme possibilité. C'est ce que le GANIL peut permettre, grâce à ses avancées et ses découvertes : structure du noyau de l'atome, ses propriétés thermiques et mécaniques.

Je voudrais féliciter toute cette communauté de chercheurs, les salariés du GANIL, tous ceux qui permettent que la France soit dans l'excellence et que la région Normandie, j'y reviendrai, puisse être aussi exemplaire de ce qu'il est possible de faire.

Dans ce lieu, vous observez le monde à des échelles si petites que vous défiez l'imagination : des milliardièmes, des billionnièmes de mètre. L'infiniment petit qui vous permet de comprendre l'infiniment grand. Vos analyses contribuent à des applications qui vont avoir des retentissements considérables sur la vie de l'humanité, à la fois par rapport au développement des énergies, - je pense aussi à la sûreté de nos centrales nucléaires, - mais aussi dans le domaine de la santé, dans le domaine de la radiothérapie, dans le domaine de l'imagerie médicale.

Il fallait donc qu'il y ait un investissement qui puisse donner de nouvelles perspectives, qui puisse ouvrir de nouveaux champs pour la recherche, repousser encore les frontières. C'est ce qui a justifié la fabrication de SPIRAL 2 avec 122 millions d'euros d'investissement pour l'accélérateur auxquels il faut ajouter 16 millions d'euros pour les instruments. Cet investissement n'aurait pas

certains investissements, notamment à ces pour les instruments, les investissements n'auraient pu être possible sans la participation de l'État et sans celle des collectivités locales. C'est ensemble qu'il y a eu cette mobilisation, permettant de réaliser cet investissement.

Nous avons besoin de grands investissements pour que la France maintienne son rang dans le concert des grandes nations scientifiques. Ces grands instruments, ceux que vous avez pu avec SPIRAL 2 mettre en place, pourront être utilisés dans toutes les disciplines : la physique des particules, la physique nucléaire, l'astrophysique, la biologie, la santé, - je le disais, - les lasers comme le numérique. Avec la recherche fondamentale, puis ensuite ses applications, nous pouvons aller le plus loin possible dans des domaines qui n'étaient pas forcément imaginés initialement et c'est le sens de ce que nous devons faire.

Nous évoquons le temps long. Le temps long, c'est de prendre une décision dont on ne sait pas encore à l'avance ce qu'elle va produire, mais dont on sait qu'elle va avoir à terme des résultats. Au GANIL, vous accueillez tous les chercheurs venant du monde entier. Il y a non seulement ceux qui sont ici, qui vivent tous les jours et qui seront encore plus nombreux grâce à l'investissement qui vient d'être fait. Mais il y a tous les chercheurs qui vont utiliser cet accélérateur, ces nouveaux instruments, ces possibilités de recherche pour venir ici, au GANIL et plus largement en Normandie.

S'il y a aussi une leçon à tirer, c'est l'excellence scientifique que nous revendiquons au niveau de la France et ici, je salue les grands organismes : CEA, CNRS, mais je pourrais en citer d'autres . Si nous avons cette excellence scientifique française, ce n'est pas simplement parce qu'elle serait concentrée dans quelques régions et notamment en Île-de-France. L'excellence scientifique française est justement présente sur l'ensemble du territoire et c'est notre volonté, non pas simplement pour répartir les forces, mais pour que nous puissions avoir toutes les conditions, toutes les capacités, pour mobiliser tous les talents et tous les atouts. Nous avons besoin de ces pôles de recherche au niveau international.

J'évoquais au début de mon intervention la réforme régionale, cette concentration de moyens. La recherche permet également d'être présente sur tout le territoire grâce à cette mobilisation de forces.

Je veux donc dire que c'est à l'initiative de la communauté scientifique le CEA, le CNRS, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qu'il y a eu, milieu 2005, l'autorisation de lancer au GANIL le projet SPIRAL 2. 2005, nous sommes en 2016 : il faut plus de 10 ans entre le temps d'une décision publique et le temps de sa réalisation. Je sais que cela peut paraître long pour beaucoup, incompréhensible pour d'autres, mais il faut à la fois la recherche de financements, il faut comprendre ce qu'il va falloir mettre comme moyens, ensuite réaliser les recherches indispensables, faire les commandes nécessaires et enfin y parvenir.

Mais c'est toujours à 10 ans que nous devons réfléchir, parce que c'est dans ce temps long qu'il y a cette nécessité d'agir. 10 ans pour les chercheurs, c'est très peu. Parfois, c'est toute une vie qui va être concentrée, consacrée à ces efforts.

Quels sont les grands principes sur lesquels repose votre succès ? SPIRAL 2, c'est le fruit de collaborations à la fois techniques et scientifiques françaises, européennes, internationales. Internationales parce que de nombreux accords ont été signés avec une quarantaine de partenaires européens, américains, indiens, chinois, japonais, coréens, israéliens, russes. Bref, toutes les grandes nations pour pouvoir pleinement utiliser SPIRAL 2.

Avec SPIRAL 2, les possibilités du GANIL en matière de recherche seront doublées et vous aurez bientôt 1 000 utilisateurs par an. Voilà ce qui pourrait déjà suffire, mais cette initiative cela a été rappelé avant moi va permettre aussi d'inscrire ce projet maintenant devenu réalité, dans une forte dynamique locale et régionale. NUCLEOPOLIS fédère les compétences industrielles de formation, de recherche, disponibles en Normandie, dans les domaines de l'énergie, de la santé, de la maîtrise des risques. C'est une illustration.

L'implantation du GANIL en Normandie a modifié en profondeur le développement de la région et c'est vrai que ce fameux Plateau Nord de Caen étant une illustration du pôle scientifique qui s'est rassemblé ici, avec l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen, l'IUT, l'UFR de Sciences, CYCERON, le CIRIL, le CIMAP, etc. Il y a ici un pôle scientifique d'excellence.

Autre conséquence, NORMANDIE INCUBATION, avec là encore la possibilité, au niveau des universités, au niveau des écoles, de pouvoir faire émerger de nouveaux projets. Depuis le démarrage de l'activité, en octobre 2000, il a contribué à la création de 80 entreprises avec plus de 500 emplois directs. La recherche, l'université, la création d'entreprise & tout cela conduit à des gisements d'emplois importants et de haut niveau dans une région.

Il faut aussi des financements. SPIRAL2 a été réalisé grâce à la contribution de nos organismes, mais aussi des collectivités locales que je veux ici saluer : la région, à l'époque Basse-Normandie - Laurent BEAUVAIS était lui-même, ici, au GANIL, et maintenant Hervé MORIN, au titre de la Région Normandie-, le département du Calvados, la ville de Caen, la communauté d'agglomération Caen la Mer. Je sais que les collectivités locales auront à cur d'entretenir ce mouvement et que l'État sera à vos côtés, parce que, là encore, la Recherche scientifique a besoin de la durée.

Je veux terminer sur les grands principes. J'ai effectivement évoqué le temps long, indispensable & le temps long pour décider, le temps long pour agir, le temps long pour investir, le temps long pour réaliser. Ensuite, qu'importe qui vient. Ce qui compte, c'est ce qui a été lancé. Le rôle d'un responsable public n'est pas tant de savoir ce qui va se passer dans les prochains mois ou dans les prochaines années, mais ce qui compte, c'est ce qui va pouvoir être fait et qui va durer.

Un nom a été cité : Michel d'ORNANO. Quand j'ai commencé ma vie politique, quand je suis arrivé à l'Assemblée nationale, c'était en 1988 & Michel d'ORNANO était parlementaire. Il avait été aussi président du Conseil général, comme on disait à l'époque. Il avait voulu, avec d'autres six noms ont été également cités, Monsieur GIRAULT, Monsieur MEXANDEAU qu'il y ait une grande politique de la Recherche dans cette région. Il en est de la même manière pour l'État. Tout à l'heure, nous serons au colloque pour nous souvenir de ce qu'avait été l'initiative de Pierre MENDES-FRANCE en 1956, qui avait fondé les grands principes de la Recherche, ensuite repris par le général de GAULLE, et ainsi de suite. Il faut qu'il y ait cette continuité. Il faut qu'il y ait cette volonté qui se poursuive dans le temps. Il faut aussi qu'il y ait cette conception de l'État & au moment où beaucoup s'interrogent sur ce que doit être la place de l'État, le rôle de ses fonctionnaires, y compris leur nombre. L'État est là pour justement fixer la stratégie, mobiliser la Nation, lui donner des orientations, fixer les points d'horizon, donner confiance dans l'avenir, dire qu'un pays comme la France, qui n'est pas le plus peuplé du monde, qui a, certes, une grande Histoire-et nous avons rappelé ici les commémorations-, qui a une capacité industrielle qui n'est pas à démontrer, a tous les potentiels en matière scientifique lui permettant d'avoir un avenir. C'est un avenir pour le pays lui-même, c'est un avenir pour l'Europe, grâce aux coopérations que nous avons engagées, c'est un avenir pour le monde. C'est le rôle de l'État. Aucun acteur ne pourra se substituer à l'État.

Nous avons besoin des collectivités locales. Nous devons aller encore plus loin dans la décentralisation. Ce sera sûrement la prochaine étape, après la réforme territoriale : voir ce que nous pouvons encore confier aux régions notamment, ou à ceux qui sont dans les villes et qui ont vocation à pouvoir investir dans l'avenir, sans oublier tous les autres échelons. Mais le rôle de l'État, il est irremplaçable ! Les grandes nations sont celles qui sont animées par un État qui a cette capacité de projection.

Il y a bien longtemps, c'était les grandes lois de programmation. Je ne parle pas du temps où il y avait un plan, mais il faut garder cette dimension stratégique. Si nous sommes simplement tributaires du court terme, de l'immédiat, de ce qui sera l'actualité du jour, alors nous sommes perdus. Vous, chercheurs, vous le savez mieux que d'autres ! Si on ne vous donne pas le temps pour mener à bien vos recherches, si on ne vous donne pas la liberté pour agir de façon à ce que vous puissiez, avec toutes les collaborations nécessaires, arriver au point d'aboutissement -et parfois avec des chemins qui peuvent être des chemins de traverse ou de détour, qui vous ramènent au point essentiel-, il ne peut pas y avoir d'avenir.

Il faut ensuite, une fois qu'on a rappelé le rôle de l'État, dire que le rassemblement est indispensable. Pas toujours simple, le rassemblement, où que ce soit et dans quelque organisation que ce soit, notamment dans la Recherche & faire travailler les grands organismes,

faire travailler les organismes et les universités, faire travailler l'Etat et les collectivités locales, faire travailler toutes les sensibilités. Mais si la France, sur l'essentiel, n'arrive pas à faire cette unité, ce rassemblement, cette cohésion, si elle se disperse, si elle se dilue, si elle se disloque, alors nous n'aurons pas l'avenir que nous méritons.

Lorsque j'ai voulu la réforme régionale, ce n'était pas pour créer de grandes vassalités. Pas plus que je ne voulais qu'il y ait de féodalités. Il ne s'agissait pas de cela et il ne s'agit pas de cela. Il s'agit d'avoir la capacité, partout, d'avoir la force nécessaire, de pouvoir la mettre au service de l'ensemble ! L'avenir de la Normandie contribuera à l'avenir de la France, et nos sorts sont indissociables.

Enfin, le dernier principe, c'est celui de l'ouverture. S'il y a un domaine où il n'y a pas de frontière, où le monde est notre sujet commun, c'est bien celui de la Recherche. Si, ici au GANIL, et grâce à SPIRAL2, il va y avoir de nombreux chercheurs qui vont venir -je sais qu'il y en a ici du monde entier-, si nous-mêmes, nous allons mettre à la disposition de la planète tout ce que nous pourrions imaginer à inventer, c'est bien parce que nous avons cette conception-là. La France est un pays universel. La France est un pays qui parle au monde et qui met ses connaissances au service du monde.

Demain, il y aura l'entrée en vigueur de l'accord sur le climat. Demain. Cet accord, qui avait été signé en décembre 2015, quelques jours après les terribles attentats qui s'étaient produits le 13 novembre. Tous les chefs d'État et de gouvernement étaient venus à Paris. Ils avaient -sans doute parce qu'ils étaient conscients de l'enjeu et aussi parce qu'ils savaient bien que la France devait avoir un succès diplomatique-, donné leur accord pour qu'il y ait cet engagement pour lutter contre le réchauffement climatique.

Mais nous pouvions craindre qu'au lendemain de cet instant historique, il y ait un essoufflement, qu'il y ait une forme de fatigue ou de résistance, ou de réticence. Jamais un accord n'a été aussi rapidement ratifié. Jamais il n'a été capable de produire une entrée en vigueur aussi courte, entre le moment de la signature et le moment où les engagements devront être tenus. Mais dès lors que nous avons été capables de réussir, et ce sera demain une journée historique, ce que nous attendons de la France, et donc de notre Recherche et ici, vous y contribuerez c'est de pouvoir encore inventer, permettre que nous puissions aller encore plus vite par rapport à nos engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Parce qu'ici, ce qui se joue, bien sûr, c'est le rayonnement de la Normandie, c'est l'excellence de la Recherche française, mais le but ultime que nous nous sommes tous fixés, c'est l'avenir de l'Humanité. Je vous remercie d'y contribuer tous.